



Massacres de marché

Par [Marco Revelli](#)

Mondialisation.ca, 20 avril 2012

[ilmanifesto.it](#) 20 avril 2012

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Économie](#)

Le dernier a été un petit entrepreneur de 45 ans de Altivoli, province de Treviso : il s'est pendu il y a deux jours dans un cabanon contigu à son habitation. Le premier, de l'année 2012, était un retraité de Bari : le 2 janvier, il s'était jeté de son balcon après avoir reçu une mise en demeure de l'Inps[1] de restituer une somme conséquente. Entre eux : l'ouvrier de 27 ans de Vérone, immolé par le feu. L'encadreur romain de 57 ans, pendu, lui aussi. L'électricien de 47 ans de San Remo, d'un coup de revolver... Litanie à laquelle nous ajouterions la disponibilité à la boucherie sociale du gouvernement qui, hier, a d'abord supprimé l'exemption des tickets[2] pour les chômeurs et ensuite, de nombreuses heures plus tard, les a remis en listes « techniquement ». C'est le coût humain payé quotidiennement à la crise économique. On a appelé ça « Massacres d'Etat ». Et c'est juste, parce que les politiques économiques, les règlements, les défaillances des pouvoirs publics ne sont pas innocents. Mais il faudrait ajouter, immédiatement après : « massacres de marché ».

Si nous lisons attentivement les qualifications professionnelles dans cette liste de nécrologies qui s'allonge de jour en jour un peu plus, nous verrons que ce sont des ouvriers, des chômeurs, de petits entrepreneurs, des retraités : toutes les figures bariolées de ce marché du travail dont la structure est en train d'être redessinée par le gouvernement. Et desquelles, ces morts tragiques, on nous dit combien elles sont inséparables de la vie des personnes. Combien dangereux (et criminel) est l'acte, mental et pratique, de réduire le travail à la pure dimension de marchandise : de ce qui s'échange selon les lois objectives de l'offre et de la demande.

Quand Luciano Gallino[3] n'a de cesse de nous prévenir que « le travail humain n'est pas une marchandise », il ne se borne pas à une affirmation, sacro-sainte et nécessaire, de caractère culturel et théorique, à discuter aimablement dans les séminaires universitaires (n'importe où sauf à la Bocconi[4] !). Il dit aussi quelle opération extrême (et féroce) se produit sur les corps des gens, quand on prétend casser cette unité bioéconomique. De réduire la vie au travail à un facteur économique pur, soumis aux « lois d'acier » du marché, sans plus de diaphragmes, de parapluies protecteurs, de barrières se dressant contre l'omniprésent et envahissant processus de marchandisation de l'existence.

Le comique de gouvernement les ignorait, ces morts, il préférerait enfouir la tête du pays dans les sables mouvants de ses excès, mais en 2010 le « massacre de marché » se monta à 362 suicides rien que chez les chômeurs, 192 chez les travailleurs indépendants, 144 chez les

petits entrepreneurs (les grands s'enfuient à l'étranger, ils ne se sacrifient pas).

Presque deux morts par jour. Le professeur Monti en enregistre la réalité, même si c'est par un euphémisme qui n'en réduit pas la teneur dramatique : « des vies qui se ferment dans le désespoir ». Il parle d'un « prix très élevé », et rappelle qu'en Grèce cependant le bilan dépasse déjà les 1.725 cas. Ce qui, au demeurant, est vrai, comme il est vrai qu'en cas de *défaut* le massacre augmenterait largement ici aussi, et deviendrait littéralement une boucherie d'Etat.

Ce que ne dit pas toutefois le chef du gouvernement des techniciens, c'est que ce suintement de morts italiennes, et cette cascade de suicides grecs, sont le produit, tous deux, de la même culture économique et sociale, que lui-même partage. Qu'ils sont le fruit d'une vision du monde et d'une théorie économique qui ont « failli » et qui se sont pourtant constituées en dogme quasiment absolu et même, depuis cette semaine, en principe constitutionnel avec l'insertion dans la Charte de l'obligation d'équilibre du budget. En nouveau Nomos de la Terre[5].

C'est au nom de cette inédite souveraineté impersonnelle et cruelle -dépourvue d'avenir et pourtant exigeante dans le présent- que les « commissaires » des pays périphériques sont obligés de parcourir le monde en exhibant le scalp de leurs « mondes du travail » respectifs, de leurs antiques titulaires des droits, dans le vague espoir d'attirer le regard bénévole de quelque segment de marché, dans une course sans fin vers le bas. Sur la base de ces dogmes, nous n'en sortirons pas. Il n'y a pas de bout du tunnel. Ni -c'est de plus en plus évident- de point de reprise. Si nous voulons mettre un frein aux « massacres de marché » nous devons limiter le pouvoir des marchés de s'emparer de la vie. Nous devons travailler pour imposer un tournant culturel, social et, enfin, politique radical, pas seulement ici, dans notre fragile périphérie, mais au cœur même d'Europe, où l'idole est plus forte.

Tâche improbable, marche très longue. Mieux vaut se mettre en chemin.

Editorial de vendredi 20 avril 2012 de **il manifesto**

<http://www.ilmanifesto.it/attualita/notizie/mricN/7136/>

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

Notes de la traductrice :

Marco Revelli est historien et sociologue à l'université de Turin (chaire Sciences politiques, histoire contemporaine), membre fondateur de l'ex-organisation Lotta Continua. Auteur de très nombreux ouvrages politiques et historiques. Et fils de l'écrivain-résistant Nuto Revelli (superbes « *Disparu de Marburg* », « *L'anello forte* »...).

[1] Istituto Nazionale Previdenza Sociale : Institut national de prévoyance sociale, caisse de prévoyance, retraites, invalidité etc.

[2] Ticket sanitaire (en France ticket modérateur), la part du coût d'une prestation médicale restant à la charge du citoyen ; dans le projet de loi présenté au Sénat a été effacée l'exemption pour les chômeurs du ticket sanitaire. Le gouvernement a ensuite dit qu'il s'agissait d'une erreur dans le texte et a fait marche arrière en assurant que les chômeurs ne paieront pas le ticket.

[3] Sociologue et écrivain, un des fondateurs de la sociologie en Italie, spécialiste des processus économiques et du travail, voir : http://it.wikipedia.org/wiki/Luciano_Gallino

[4] Université privée (et coûteuse) de sciences économiques et politiques, à Milan.

[5] « Nomos de la terre », Carl Schmitt (1950), voir <http://www.actu-philosophia.com/spip.php?article121> et http://fr.wikipedia.org/wiki/Carl_Schmitt

La source originale de cet article est ilmanifesto.it

Copyright © [Marco Revelli](http://ilmanifesto.it), ilmanifesto.it, 2012

Articles Par : [Marco Revelli](http://ilmanifesto.it)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca